



# Termes de référence pour le poste de coordination du Groupe de travail Tourisme Durable & résilience des Territoires

*Partenariat Autorités Locales et Universités*

**RVASE**

RESEAU REGIONAL DE L'AIMF EN ASIE DU SUD-EST |  
Hébergé par la municipalité de Phnom Penh

## Contexte

L'AIMF est le réseau mondial des élus locaux francophones. Ensemble, ils nourrissent la vision d'une ville de demain porteuse d'une croissance durable et partagée, qui place l'homme au cœur du projet urbain. Ils développent une nouvelle forme de coopération qui combine une réflexion commune au plus haut niveau et une action de terrain qui donne la priorité à l'innovation et à l'expertise locale.

L'AIMF rassemble plus de 300 villes, autorités locales et associations de collectivités locales dans 50 pays. Elle a pour mission de porter la voix de ses membres pour faire prendre en compte leurs positions dans les différentes enceintes de décision et de mettre en œuvre des projets concrets en matière de développement urbain.

À l'heure où les états font le choix de renforcer leur intégration régionale pour prévenir les conflits, renforcer la stabilité, préserver l'environnement et favoriser le développement socio-économique, le dialogue entre autorités locales d'une même région contribue à dynamiser ces rapprochements et assure ainsi d'unir les populations autour d'enjeux et intérêts partagés. C'est dans ce cadre que l'AIMF et l'Union Européenne agissent depuis 2015 en soutenant le dialogue entre collectivités locales. Un partenariat stratégique renouvelé en 2021 afin de faire de cette coopération un véritable levier d'action pour les villes

Les cadres de concertation font ainsi partie intégrante du processus de dialogue et d'action pour chaque sous régions. Le programme SGA3 ambitionne d'accompagner ces dynamiques en soutenant les échanges et le renforcement de capacités propice à la mise en œuvre de cadre de concertations sous-régionaux animé par les villes. Il s'agit également de favoriser les dynamiques de concertations pluri-acteurs aux services du développement territoriale. C'est permettre à la société civile, aux universités et intuitions de recherche et aux secteur privée de trouver des solutions collectives qui permettront de développer durablement les villes.

C'est autour de la question de la préservation et de l'entretien du patrimoine que s'est principalement construite la dynamique de travail régionale en Asie du Sud-Est. A travers la tenue de séminaires régionaux en 2013, 2015 et 2016 entre Luang Prabang, Hue et Phnom Penh, il s'est progressivement dessiner la volonté de créer un réseau régional : c'est dans ce contexte qu'a vu le jour en décembre le réseau régional de l'AIMF en Asie du Sud-Est (RVASE), initiative soutenue dans le cadre du partenariat stratégique entre l'AIMF et l'Union Européenne en soutien au dialogue entre collectivités locales.

Le programme SGA3 ambitionne d'accompagner les dynamiques de concertation, qui font partie intégrante du processus de dialogue soutenu dans chaque sous-région. Il paraît donc opportun de mettre en place un cadre de concertation, à l'échelle locale entre une autorité locale et son université, et à l'échelle régionale en facilitant les échanges d'expérience et d'expertise entre les autorités locales et les universités participantes. Un tel cadre de travail donnera les moyens de réfléchir collectivement sur des enjeux spécifiques lié à l'axe thématique sélectionné, afin de soutenir le passage à l'action, l'itération, voire même le passage à l'échelle des propositions coconstruites dans ce cadre.

### *Le tourisme durable dans la sous-région Asie du Sud Est :*

En Asie du Sud-Est, le constat brutal de la dépendance économique au tourisme international lors de la pandémie conduit les gouvernements de la sous-région à court terme à trouver des stratégies de mitigation, principalement encourager et faciliter le tourisme régional et national, amorcé avec la consolidation d'une classe moyenne. Au Vietnam par exemple, les autorités lancent en juin 2020 la campagne « les Vietnamiens font du tourisme au Vietnam » ; au Cambodge, des figures politiques et médiatiques encouragent à faire des activités en plein air comme du camping ou du VTT. A long

terme, les gouvernements encouragent un processus de (re)diversification de l'économie, notamment en soutenant la diversification des stratégies de développement du secteur touristique, à savoir comment calibrer l'offre touristique du territoire de manière à attirer des touristes de tous horizons, proches et lointains.

La pandémie a aussi accéléré des tendances préexistantes de digitalisation du secteur touristique. Le développement du e-tourisme en est un exemple. Sur un temps plus long que la pandémie mais de manière toute aussi dévastatrice, le changement climatique fait également peser des risques sur la durabilité du tourisme urbain. L'Asie du Sud-Est est une zone du globe particulièrement vulnérable, notamment aux chaleurs extrêmes, aux pluies torrentielles et aux inondations. Comment adapter les espaces et les déambulations dans ce type de contexte aux flux touristiques multiples afin de d'assurer leur pérennité ?

Finalement, le développement urbain très rapide de la sous-région soulève des questionnements autour de la gestion des flux touristiques et l'attractivité des territoires à moyen et long terme, et notamment autour des sujets de préservation et la valorisation du patrimoine bâti. Il s'agit principalement de mieux gérer les flux touristiques et leurs conséquences (quelle gestion des sites touristiques, quelles infrastructures d'accueil, quels aménagements urbains pour la déambulation piétonne (zones piétonnes, ombrage, ...), comment assurer l'assainissement des zones touristiques (gestion des déchets, etc.)). Toutefois il est aussi nécessaire d'imaginer comment faire cohabiter la ville passée et patrimoniale à la ville du futur (comment travailler sur la préservation et la valorisation du bâti urbain dans un contexte où la pression foncière est très forte? Comment intégrer les enjeux de paysages urbains patrimoniaux dans des milieux urbains en évolution très rapide ?).

Concrètement, il s'agira d'apporter des propositions actionnables aux questionnements suivants : Comment les évolutions dans le secteur du tourisme s'inscrivent dans les territoires ? Quels leviers offrent les cadres nationaux visant la croissance verte au secteur du tourisme ? Quelles stratégies d'attractivité auprès des touristes nationaux, régionaux et internationaux existent et peuvent se traduire à l'échelle locale ? Comment les autorités locales peuvent accompagner ces évolutions afin d'assurer qu'elles soient positives pour l'ensemble des acteurs urbains ? Quels outils et services digitaux peuvent être des leviers ou des accélérateurs à la durabilité du secteur touristique ? Quels aménagements du territoire, temporaires ou pérennes, peuvent être imaginés pour soutenir une dynamique de tourisme durable ?

Le groupe de travail « Collaboration autorités locales et université pour un tourisme durable » permet d'accompagner une concertation pluri-acteurs sur les problématiques citées ci-dessus. Le dialogue ainsi engagé permettra également la mutualisation des connaissances et le partage des bonnes pratiques. Cette dynamique permettra d'apporter aux villes membres du RVASE une expertise et un regard neuf sur leurs problématiques, d'alimenter le dialogue sous-régional, de renforcer les capacités des villes dans la mise en œuvre de stratégie et actions pour le développement touristique et plus globalement le développement urbain local.

#### Partenaires pré-identifiés pour participer au groupe de travail :

#	Autorités locales	Universités
1	Phnom Penh Capital Administration	URBA, Département d'Architecture
2	Province de Battambang	Université de Battambang, Département d'Architecture
3	Ville de Hué	Université des Sciences et Technologies, Département à confirmer.
4	Ville de Luang Prabang	Université de Souphanouvong, Département du Tourisme et département d'Architecture.

## Méthodologie :

**La recherche-action** est la méthodologie arrêtée pour ce groupe de travail, elle donne l'opportunité de questionner le local, de répondre à un besoin et de diffuser une connaissance à partir d'expérience locale. Cette démarche consiste à aborder une problématique dans son ensemble en prenant en compte les caractéristiques de son environnement. La recherche action s'appuie ainsi sur une analyse scientifique au plus près du terrain et dont l'objectif est de mettre le changement à l'échelle de la société et plus particulièrement à notre niveau à l'échelle de la ville.

Pour cela il est attendu que différents acteurs s'associent et prennent part au processus de recherche qui s'inscrit dans « un espace commun<sup>1</sup> », une démarche entre configuration humaine et sociale et scientifique qui permettent d'appréhender différemment le territoire et ses enjeux. La recherche collaborative sera le dispositif à privilégier : en effet, nous accordons une importance particulière aux volets partenariaux de cette méthode. La nature des relations à construire entre les villes, leurs élus locaux, les enseignants-chercheurs et les universités faciliteront la création d'une collaboration qui pourra s'inscrire sur la durée.



<sup>1</sup> LISRA, écritures collaboratives en recherche- action, émergence d'un chercheur collectif » [Laboratoire d'Innovation Sociale par la Recherche-Action](#)

## **Annexe : Termes de référence pour le poste de consultant en coordination**

### **(Profil d'enseignant-chercheur encouragé à candidater)**

#### **Cadre de concertation autorités locales-université:**

Le/la consultant(e) devra s'assurer que la mise en œuvre de la méthodologie et de ses outils de travail favorise la participation et la contribution des autorités locales. La méthode employée doit garantir la mise en œuvre d'un dialogue permanent entre l'autorité locale, l'université et les autres acteurs de la recherche possiblement impliqués dans la démarche. La méthodologie arrêtée par l'expert.e devra garantir :

- L'identification des questions scientifiques que l'autorité locale se pose à travers la formulation de leurs problématiques
- Le recueil d'informations et de données doivent se faire en collaboration. Les informations et les indicateurs sont nécessaires à la mise en œuvre du dispositif de recherche action.
- Mettre en valeur la relation et le partage entre l'autorité locale et l'université.
- Prévoir un dispositif ou un outil méthodologique en vue d'améliorer les démarches pour rapprocher les compétences et les savoirs.

#### **Les missions :**

**En relation avec la chargée d'animation du RVASE, qui anime le réseau des villes de l'Asie du Sud Est, le-la consultant(e) supervise et encadre la *Collaboration Autorités Locales et Universités pour un Tourisme Durable* auprès des villes et provinces membres du RVASE dans une dynamique pluri-acteurs.**

Le/la consultante aura pour mission :

- **Accompagner les villes et provinces participantes à définir une ou plusieurs problématiques de travail rentrant dans le cadre du groupe de travail *Collaboration Autorités Locales et Universités pour un Tourisme Durable*.**
- **Conduire la recherche-action sur la problématique définie par la ville :**  
Le/la consultant(e) devra conduire les travaux de recherche-action visant à répondre à la/ les problématique(s) identifiée(s) par les villes, il ou elle aura ainsi la charge de réaliser le chronogramme de travail, de regrouper les informations et les données, de programmer les entretiens avec les différents interlocuteurs et partenaires de l'autorité locale. Il sera également la passerelle entre l'université et l'autorité locale et garantira l'avancement de la recherche et de la collaboration entre les différentes parties.
- **Proposer une stratégie d'action (feuille de route, plan...) qui permettra à l'autorité locale de répondre à sa/ses problématique(s)**  
Le/la consultant(e) devra proposer une stratégie d'action (plan stratégique, feuille de route) réaliste répondant à la problématique de la ville. Il s'agira ici de proposer également un dispositif de suivi-évaluation des premières actions qui seront à mettre en œuvre par l'AL en associant l'Université partenaire qui a été impliqué tout en long du processus.
- **Coconstruire avec la chargée d'animation du réseau du RVASE un plan de renforcement des capacités de l'AL sur les thématiques de la résilience via le tourisme durable.**

Après avoir recueilli les informations, les données et saisi les problématiques et les besoins de l'AL, le/la consultant(e) devra élaborer et mettre en œuvre avec la chargée d'animation un plan de renforcement des capacités. La mise en œuvre de ce plan de renforcement des capacités bénéficiera à l'ensemble du réseau sous-régional via un partage de connaissances avec les différents membres du RVASE via la plateforme AIMF.

- **Contribuer au plaidoyer thématique du réseau sous régional en sensibilisant et diffusant les résultats de la recherche.**

Le/la consultant(e), devra soumettre les propositions de recommandations et tous autres éléments de plaidoyer qui permettront à la ville de faire remonter au niveau national ou régional les solutions proposées. Il/elle devra ainsi formuler deux recommandations spécifiquement en direction du plaidoyer qui seront porté par le réseau sous-régional.

- **Faciliter le partage des résultats et des connaissances auprès des autres autorités locales et universités de la sous-région en créant des cadres de concertation et d'échange**

Le/la consultant(e) s'engage à faciliter et coordonner les dispositifs de partage et d'échange avec d'autres autorités locales et universités de la sous-région agissant sur la thématique « Tourisme durable » et « Résilience territoriale ». Il/Elle s'engage à présenter et restituer l'intégralité du bilan de la recherche action lors de la rencontre sous-régionale du RVASE en 2024.

**Les parties prenantes :**

Acteur	Rôle de l'organisation	Position	Responsabilités
SP AIMF- Bureau régional AIMF	Pilotage stratégique	Chargée d'animation du réseau	Suivi et soutien au dialogue AL / Universités
			Soutien à la réalisation du diagnostic des besoins auprès des AL et à l'animation d'un workshop de co-construction de la thématique d'étude
			Soutien à la réalisation du diagnostic du renforcement des compétences
			Suivi et soutien à la réalisation des études spécifiques
			Validation du rapport de mise en œuvre des recommandations issues des études spécifiques
			Soutien à l'élaboration et validation du rapport de plaidoyer développé à partir des études spécifiques
			Soutien à l'animation des sessions de renforcement des compétences des AL (format à confirmer)
			Reporting de l'activité
Université	Identification des professeurs participants; participation institutionnelle aux échanges	Point focal Université	Activement contribuer au workshop de co-construction de la thématique d'étude
			Mobiliser les ressources humaines nécessaires pour réaliser l'étude définie avec l'AL ; produire, superviser et assurer la qualité du travail d'étude réalisé.
			Être en contact régulier avec le coordinateur et partager les actualités de réalisation de l'étude
Autorités locales	Soutien politique a la démarche; participation institutionnelle aux échanges; engagement de mise en œuvre	Point focal AL	Identification des thématiques et territoires de travail.
			Soutien dans la mise à disposition des données nécessaires.
			Identification et mise à disposition du personnel des AL pour participer aux sessions de formation

### **Les livrables à produire :**

- Revue de capitalisation des différentes démarches villes-universités conduites sur la thématique « Tourisme durable et résilience des territoires », intégrant l'analyse et bilan de l'action
- Proposition d'un dispositif de renforcement de capacité prenant en compte les besoins des autorités locales, et les observations recommandations des universités partenaires
- Plan d'action sous-régional pour développer le tourisme durable et la résilience des territoires
- Argumentaire de plaidoyer en faveur du tourisme durable et de la résilience des territoires

### **Profil :**

- Au moins 5 ans d'expérience dans le milieu universitaire régional (enseignement et recherche) ou un centre de recherche se trouvant dans la zone géographique des autorités locales pré-identifiées (la contractualisation peut se faire au nom de l'université ou du chercheur mais dans les deux cas l'université ou le centre de recherche doit prendre part à l'action).
- Plus de 10 d'expériences sur les thématiques du développement local, développement touristique, aménagement du territoire destiné au tourisme, ou tout autre champ de recherche connexe.
- Capacité rédactionnelle et oratoire en français et en anglais (niveau écrit dans l'une des deux langues doit être de niveau académique – DELF B2, IELTS, etc.)
- De l'expérience en matière de coopération décentralisée est souhaitable.
- De l'expérience en renforcement de capacité
- Diplôme de doctorat préférable

### **L'offre :**

L'offre doit se composer des éléments suivants :

- **Une offre technique détaillant la méthodologie de mise en œuvre (max. 2 pages)**
- **Une proposition sur la structuration des activités ainsi que le calendrier de mise en œuvre (max. 4 pages)**
- Une présentation d'une sélection d'expériences professionnelles préalables similaires, en partie ou en totalité, aux tâches demandées. (max. 4 pages)
- Une **offre financière qui n'excède pas le montant maximum** prévu pour la réalisation de l'action, soit 10 000 \$ maximum,
- Une estimation des frais de déplacement les potentiels à prévoir.

### **Lieu de travail:**

La ou le candidat.e doit être basé.e dans la zone Cambodge – Laos – Vietnam, et disponible pour effectuer d'éventuels déplacements dans la région durant la mission.

### **Langues de travail :**

Français, anglais et une des langues de la sous-région (Khmer, Lao, Vietnamien)

### **Durée de la mission :**

Prévisionnel : 18 mois.

**Modalités de contractualisation :**

Le contrat de consultance est contractualisé sous droit français avec le siège de l'AIMF, situé à Paris, France. Les paiements seront effectués par virements bancaires depuis la France.

**Contacts, envoi de l'offre et date butoire :**

Pour toute question, et pour soumettre une offre, merci d'envoyer un email aux personnes suivantes :

- Mme Emilie TRAUB, chargée d'animation du réseau régional AIMF en Asie du Sud-Est :  
[Emilie.ppch.aimf@gmail.com](mailto:Emilie.ppch.aimf@gmail.com)
- Mme Hayati HASSANI, chargée de projet EU, Secrétariat Permanent de l'AIMF :  
[h.hassani@aimf.asso.fr](mailto:h.hassani@aimf.asso.fr)

**Les offres doivent être envoyées au plus tard le 10 Septembre 2023 à minuit.**